



Madame, Monsieur, le sénateur, le député,

Lors de la campagne précédant l'élection présidentielle, le candidat François Hollande avait fait des promesses sur la revalorisation du travail des enseignants et des fonctionnaires, et sur les recrutements d'enseignants. Suite à une rencontre avec les organisations syndicales le 13 décembre 2013, vous avez vous-même, co-signé un courrier à l'attention de Mme Lebranchu concernant le dégel du point d'indice : « Mme la Ministre, conscients que le contexte budgétaire reste extrêmement contraint, et les marges de manœuvres étroites, nous avons cependant souhaité attirer votre attention sur la demande des syndicats de la Fonction Publique quant au dégel du point d'indice. Cette mesure, au-delà même de la reconnaissance d'un statut particulièrement outragé lors du dernier quinquennat, apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour beaucoup de fonctionnaires dont le niveau de vie se dégrade sensiblement ». En mars 2014, vous avez cependant soutenu le projet de M. Valls sur la rigueur budgétaire, sans vous inscrire dans une démarche de contestation que pouvaient avoir d'autres députés PS. Enfin, lors du vote du budget, en octobre 2014, vous avez adopté un budget qui validait une année de gel de l'indice supplémentaire.

Aujourd'hui, force est de constater que le recrutement de fonctionnaires est en cours, mais qu'il couvre tout juste le nombre de départs en retraite. Mais en ce qui concerne la revalorisation de notre travail, nous attendons.

C'est en ce sens que, Madame, Monsieur, le sénateur, le député, je vous demande de bien vouloir, à nouveau, entendre la voix des fonctionnaires et de faire une démarche pour un dégel du point d'indice, seule vraie marque d'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires, auprès de la Ministre de la Fonction Publique, du Premier Ministre et du Président de la République, ce qui serait une première marque de revalorisation.

Salutations,